

## TABLE ALPHABETIQUE DES MATIERES

### ■ Aliments

1° Aliments – Contribution à l’entretien et à l’éducation d’enfants mineurs – Montant – Appréciation – Besoins du créancier – Prise en compte des allocations familiales – Capacités contributives des débiteurs – Prise en compte du niveau de vie familial antérieur – Tables de référence (non) – Appréciation in concreto au jour où le juge statue – C. civ., art. 372-2 ..... 584

### ■ Appel

1° Appel (matière civile et commerciale) – Litige indivisible – Notion – Obligation d’intimer toutes les parties ayant figuré en première instance – Omission – Sanction – Irrecevabilité de l’appel – Faillite – Obligation d’intimer le curateur – C. com., art. 465 – NCPC, art. 571 ..... 631

2° Appel (matière civile et commerciale) – Litige indivisible – Opposabilité de l’appel interjeté contre une des parties à l’égard des autres parties – Possibilité de régularisation de l’appel à l’égard des autres parties – C. com., art. 465 – NCPC, art. 571 ..... 631

3° Jugement ordonnant une mesure d’instruction assortie d’une astreinte – Décision avant dire droit – Appel immédiat (non) – Recevabilité de l’appel – Condamnation accessoire suivant le sort de la condamnation principale – NCPC, art. 579 et 580. .... 684

4° Acte d’appel – Destinataire de l’acte domicilié à l’étranger – Date de signification – Règl. européen 1393/2007, art. 9 point 2 et NCPC, art. 156 (2) ..... 742

### ■ Arbitrage international – Exequatur

1° Convention de New-York – Inapplicabilité des règles du Nouveau code de procédure civile – NCPC, art. 1251 .... 91

2° Exequatur – Validité du consentement à l’arbitrage – Délai d’attente – Exigence procédurale – Effet sur la validité du consentement à l’arbitrage (non) – Traité sur

la Charte de l’Énergie art. 26 ..... 91

3° Constitution du tribunal arbitral – Obligation de nommer un arbitre – Omission – Conséquences – Conv. de New-York art. V (1) b) et d) ..... 91

4° Immunité d’exécution – État étranger (non) – Conv. de New-York art. V ..... 91

5° Contrariété à l’ordre public – Notion – Conv. de New-York art. V ..... 91

6° Plainte pénale – Surséance à statuer – Conditions – CPP art. 3 ..... 91

### ■ Autorité parentale

1° Autorité parentale – Notion – Parents séparés – Exercice en commun – Exception – Exercice exclusif par un parent – Critères – C. civ., art. 372, 376 et 376-1 ..... 414

2° Autorité parentale – Exercice – Droit de visite et d’hébergement du parent non attributaire de la résidence de l’enfant – Refus – Motifs graves tirés de l’intérêt de l’enfant – Appréciation – Prise en compte de la parole de l’enfant – Refus de l’enfant – Droit de veto inconditionnel (non) – Obligation pour les États de proposer des solutions permettant un maintien ou une reprise des liens entre parents et enfants – Interdiction au juge de déléguer ses pouvoirs – C. civ., art. 376 et CEDH, art. 8 ..... 414

### ■ Bail à loyer

1° Adaptation du loyer – Détermination du loyer en fonction du capital investi – Conditions – Loi modifiée du 21 septembre 2006, art. 3, par. 4, al. 3 – **avec les conclusions du Parquet général** ..... 115

2° Loyer – Adaptation – Détermination du capital investi – Évaluation du loyer par expertise – Contestation – Preuve à rapporter – Preuve que le montant retenu ne correspond pas à la valeur marchande comparable du bien – Loi du 21 septembre 2006, art. 3 (4) – **avec les conclusions du Parquet général** ..... 130

3° Besoin personnel – Demande de prolongation du délai de résiliation (non) – Décision autorisant le déguerpissement forcé – Opposition ou appel (non) – Loi du 21 septembre 2006, art. 12 (2) et (3) ..... 216

## ■ Banque

1° Responsabilité – Contrat de gestion discrétionnaire de portefeuille – Obligations de la banque – Absence de protestation du client – Portée – C. civ., art. 1147..... 783

2° Responsabilité – Contrat de gestion discrétionnaire de portefeuille – Caractère personnel de l'action en responsabilité – Effets de la cession du portefeuille – Action inhérente au portefeuille cédé (non) – C. civ., art. 1147..... 783

3° Responsabilité – Contrat de gestion discrétionnaire de portefeuille – Obligations de la banque – Absence de protestation du client – Portée – C. civ., art. 1147..... 783

4° Responsabilité – Contrat de gestion discrétionnaire de portefeuille – Caractère personnel de l'action en responsabilité – Effets de la cession du portefeuille – Action inhérente au portefeuille cédé (non) – C. civ., art. 1147..... 783

## ■ Biens

1° Biens – Domaine public – Domaine public communal – Notions – C. civ., art. 538..... 640

2° Prescription – Prescription acquisitive – Domaine public communal – Prescriptibilité – Conditions – Charge de la preuve – C. civ., art. 2219, 2226 et 2229 - Loi du 13 décembre 1988, art. 106,9° ..... 640

## ■ Cassation

1° Cassation civile – Portée de l'arrêt de cassation – Cassation prononcée sans limitation de sa portée – Portée limitée au moyen qui lui sert de base – Examen nécessaire du lien du moyen avec les dispositions cassées – Portée limitée aux chefs de dispositif qui reposent sur le motif critiqué par le moyen retenu – Cassation atteignant un chef de dispositif ayant pour effet de n'en laisser rien subsister, quel que

soit le moyen qui a déterminé la cassation – C. civ., art. 1351 – Loi du 18 février 1885, art. 28 – **avec les conclusions du Parquet général**..... 135

2° Appel du prévenu déclaré irrecevable – Appel général du ministère public – Affaire réexaminée – Pourvoi du prévenu – Intérêt à agir (non) – **avec les conclusions du Parquet général** ..... 254

3° Cassation – Moyens – Violation d'un principe général du droit – Adage « pas de nullité sans texte » – Admissibilité (non) – Loi du 18 février 1885, art. 3 – **avec les conclusions du Parquet général** ..... 555

4° Délai – Point de départ – Acte signifié dans un pays non-membre de l'Union européenne – NCPC, art. 156 (2) ..... 751

## ■ Cassation en matière pénale

1° Pourvoi en cassation – Limitation de l'exercice du pourvoi au ministère public, au prévenu et à la partie civile – Réglementation contraire au droit d'accès au juge, au droit à un procès équitable et au droit à un recours effectif (non) – CEDH, art. 6 et 13, Constitution, art. 110 ; C. proc. pén., art. 407. .... 668

2° Pourvoi en cassation – Recevabilité – Qualité pour introduire un pourvoi – C. proc. pén., art. 407. .... 668

## ■ Cautionnement

1° Objet de l'obligation – Cautionnement de dettes futures – Engagement valable – C. civ., art. 1129 et 1130..... 674

2° Contrat unilatéral – Consentement du créancier – Acceptation tacite – Formes – C. civ., art. 2011..... 674

3° Durée – Engagement à durée indéterminée – Résiliation unilatérale – Délai de préavis raisonnable – Exigibilité de l'obligation de la caution – Condition – Exigibilité de la dette principale – C. civ., art. 2011..... 674

4° Bénéfice de discussion – Notion – Cautionnement solidaire – Effets – Caution assimilée au débiteur principal – C. civ., art. 2011 et 2021. .... 674

5° Cofidéjusseurs – Notion – C. civ., art. 2033. .... 698

6° Cautionnements personnel et réel fournis par le même tiers – Cumul de sûretés – Effets propres – C. civ., art. 2011. .... 698

7° Cautionnement réel – Caractéristiques – Rapports entre la caution réelle et le débiteur et les autres cautions – Primauté des règles du cautionnement – Recours de la caution réelle contre d'autres cautions réelles ou personnelles – Étendue de l'engagement de la caution réelle – C. civ., art. 2011 et 2033. .... 698

8° Recours entre cofidéjusseurs – Division de la dette – Engagement dans un seul acte ou dans des actes distincts – Indifférence – Recours par parts contributives – Détermination des parts contributives – C. civ., art. 2033. .... 698

9° Recours entre cofidéjusseurs – Défaut de production d'une créance au passif du débiteur en faillite – Indifférence – C. civ., art. 2033. .... 698

## ■ Compétence

1° Juge des référés – Procédure abusive et vexatoire – Allocation de dommages et intérêts – NCPC, art. 240 et 940 – C. civ., art. 6-1 et 1382. .... 171

2° Juridictions judiciaires et administratives – Décision administrative individuelle – Légalité – Incompétence des juridictions judiciaires – Const., art. 95 et 95 bis (anciens) – **avec les conclusions du Parquet général** ..... 376

## ■ Contrats, Conventions et obligations

1° Contrat de bail – Paiement au titre de loyer – Charge de la preuve – C. civ., art. 1315 – **avec les conclusions du Parquet général** ..... 259

2° Résiliation – Résiliation unilatérale – Faute grave d'une partie dans l'exécution du contrat – Faute susceptible de justifier la résiliation unilatérale du contrat par l'autre partie – Résiliation unilatérale effectuée aux risques et périls de cette partie – Résiliation unilatérale effective sans devoir être

prononcée par le juge – Rôle du juge se limitant, en cas de contestation, à constater la régularité de la résiliation unilatérale – Art. 20, loi du 18 juin 1982 – C. civ., art. 1184 – **avec les conclusions du Parquet général** ..... 355

3° Exception d'inexécution – Notion – Conséquences – C. civ., art 1134-2 ..... 394

4° Exception d'inexécution – Preuve – Charge de la preuve – Excipiens tenu de prouver les faits qu'il invoque à titre d'exception – C. civ., art 1134-2 ..... 394

5° Contrats et conventions – Cautionnement – Report d'échéance au profit du débiteur principal – Inopposabilité à la caution – Libération de la caution (non) – Obligations de la caution – Action en paiement par le débiteur principal – Paiement par la caution – Inaction de la caution – Sanction – Opposabilité à la caution du report d'échéance – C. civ., art. 2069 et 1134. .... 590

6° Contrats et conventions – Novation – Conditions – Création d'une obligation nouvelle – Changement des modalités de règlement de la dette (non) – Renonciation du créancier à la créance primitive – Preuve de la renonciation – Renonciation tacite – Effets de la renonciation – Extinction de la sûreté garantissant la créance originaire – Exception – Convention des parties – C. civ., art. 1273, 1278 et 1281 ..... 590

7° Promesse de porte-fort – Notion – Régime – Preuve – Distinction avec la promesse de bons offices et la promesse d'intervention – C. civ., art. 1120. .... 604

8° Prêt – Prêt à usage – Notion – C. civ., art. 1875. .... 624

9° Prêt – Prêt à usage – Responsabilité de l'emprunteur – Régime – C. civ., art. 1880 ..... 624

10° Prêt – Prêt à usage – Responsabilité du prêteur – Défauts de la chose prêtée – C. civ., art. 1891 ..... 624

## ■ Contributions directes

Sursis à exécution accordé – Obstacle légal à toute mesure de recouvrement – Prescription de la dette fiscale (non) – Loi du 22 mai 1931, paragraphe 251 – Loi du 27 novembre 1933, art. 10 – **avec les conclusions du Parquet général** ..... 9

## ■ Divorce

Créance liée aux droits de pension – Montant de référence – Calcul – Différence des revenus respectifs des conjoints – Notion – Revenus professionnels nominaux annuels cumulés – Exclusion des revenus exempts de cotisations sociales (non) – C. civ., art. 252, C. séc. soc., art. 171 et 174, Règlement grand-ducal du 11 septembre 2018, art 1er..... 778

## ■ Droits de l'homme – Droits fondamentaux

1° Procédure pénale – Détention préventive – Demande de mise en liberté provisoire – Décision de maintien – Motifs justifiant le maintien – Motifs généraux, abstraits ou stéréotypés – Motifs non admissibles – Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du 4 novembre 1950, art. 5 – C. proc. pén., art. 116..... 125

2° Confiscation spéciale – Tiers faisant valoir des droits sur les biens confisqués – Droits de l'homme – Absence de recours effectif (non) – Existence d'un recours offrant des garanties équivalentes à celles d'une tierce opposition – C. pén., art. 32 ; CEDH, art. 6 et 13 ; charte des droits fondamentaux, art. 47..... 663

3° Égalité devant la loi – Application – Procédure pénale – Exequatur d'une décision étrangère de confiscation – Tiers se prétendant lésé dans ses intérêts civils – Tierce opposition – Instance pénale – Instance purement civile – Situations comparables (non) – Question de constitutionnalité dépourvue de tout fondement – Const., art. 10bis ; NCPC, art. 612..... 663

4° Ordonnance de renvoi – Libellé obscur – Droits de la défense – Pouvoir des juridictions de jugement de vérifier l'absence de libellé obscur de l'ordonnance de renvoi – C. proc. pén., art. 130 – CEDH, art. 6.... 734

## ■ Droit international privé

1° Conflits de lois – Action en recherche de paternité – Application d'une loi étrangère – Ordre public luxembourgeois – Différence de

régime pour l'établissement de la filiation légitime et naturelle – Appréciation *in concreto* – C. civ., art. 3, al. 3 ; CEDH, art. 8 et 14..... 73

2° Conflit de juridictions – Compétence générale – Domicile du défendeur – Domicile élu – Conséquences – Option entre domicile réel et domicile élu – Claude d'élection de domicile – Dérogation aux règles ordinaires de compétence (non) – Règlement (UE) n° 1215/2012 du 12 décembre 2012, art. 4..... 725

3° Conflit de juridictions – Compétence spéciale – Matière contractuelle – For de compétence supplémentaire – Règlement (UE) n° 1215/2012 du 12 décembre 2012, art. 7..... 725

## ■ Droit civil

Gestion d'affaires – Notion – Régime – Distinction entre gestion altruiste et intéressée – C. civ., art. 1375 (à mettre sous une autre rubrique : voir tables tome 38). 604

## ■ Droit pénal

1° Droit pénal – Droit pénal spécial – Incitation à la haine – Éléments constitutifs – Élément matériel et élément moral – C. pén., art. 454 et art. 457-1 ..... 420

2° Droit pénal – Droit pénal spécial – Incitation à la haine – Délit instantané – Prise en compte de considérations ultérieures (non) – C. pén., art. 457-1..... 420

3° Blanchiment-détention – Infraction primaire – Notion – Abus de biens sociaux – Infraction primaire commise avant l'entrée en vigueur de la loi étendant l'incrimination du blanchiment – Infraction de blanchiment légalement retenue – C. pén., art. 506-1 – Loi du 17 juillet 2018, art. 1er..... 753

4° Incrimination de l'auto-blanchiment-détention – Contrariété au droit de l'Union européenne (non) – C. pén., art. 506-4 – Directive (UE) 2018/1673 du 23 octobre 2018, art. 1er ..... 753

5° Droit pénal – Droit pénal spécial – Incitation à la haine ou à la violence – Éléments constitutifs – Élément matériel – Discrimination – Élément moral – Dol spécial – C. pén., art. 454, 455 et 457-1..... 635

6° Droit pénal – Droit pénal spécial – Outrage à personne ayant un caractère public – Éléments constitutifs – Éléments matériels – Outrage – Notion – Conditions – Qualité de personne ayant un caractère public dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions – Élément moral – Dol spécial – C. pén., art. 275..... 635

7° Blanchiment-détention – Infraction primaire – Notion – Abus de biens sociaux – Infraction primaire commise avant l'entrée en vigueur de la loi étendant l'incrimination du blanchiment – Infraction de blanchiment légalement retenue – C. pén., art. 506-1 – Loi du 17 juillet 2018, art. 1er..... 753

8° Incrimination de l'auto-blanchiment-détention – Contrariété au droit de l'Union européenne (non) – C. pén., art. 506-4 – Directive (UE) 2018/1673 du 23 octobre 2018, art. 1er..... 753

9° Enlèvement d'un enfant âgé de moins de sept ans – Éléments constitutifs – Élément moral – Dol général – C. pén., art. 364..... 823

10° Infractions d'enlèvement de mineurs – Qualité de l'auteur – Inapplicabilité aux père et mère du mineur enlevé et aux personnes en ayant la garde – C. pén., art. 364, 368, 369, 370 et 371..... 823

11° Menaces d'attentat – Éléments constitutifs – Élément matériel – Annonce d'un mal susceptible d'inspirer une crainte sérieuse – Appréciation objective – Élément moral – Dol général – C. pén., art. 327..... 827

## ■ Droit pénal spécial

Travail clandestin – Définition – Précision et prévisibilité de l'incrimination – Constitution, art. 14, CedH, art.7 et C. trav., art. L. 571-1, par. (2), point 1, L. 571-2, point 1 et L. 571-3, point 2 – **avec les conclusions du Parquet général** ..... 42

## ■ Enrichissement sans cause

1° Enrichissement sans cause – Action de in rem verso – Caractère subsidiaire – Recevabilité – Condition – Absence d'autre action à la disposition de l'appauvri – Voie de droit principale vouée à l'échec – Incidence

(non) – C. civ., art. 1375 – **avec les conclusions du Parquet général**..... 566

2° Enrichissement sans cause – Notion – Régime – Interdiction de contourner les règles de droit commun – Interdiction de suppléer à une action pour laquelle le demandeur est forclos à agir – C. civ., art. 1375..... 604

3° Action de in rem verso – Caractère subsidiaire – Recevabilité – Condition – Absence d'autre action à la disposition de l'appauvri – Appauvri ayant échoué dans l'action principale – Irrecevabilité de l'action de in rem verso – C. civ., art. 1375..... 709

## ■ Faillite

1° Compétence matérielle et territoriale – Droit interne – Droit international privé – Ordre public – Actions nées de la faillite – Actions de droit commun – Différence – C. com., art. 465 ..... 153

2° Compétence – Action en nullité des actes accomplis en fraude des créanciers – Action paulienne – Action née de la faillite (non) – c. civ. Art. 1167 ; C. com., art. 448 ..... 153

3° Compétence – Clause d'arbitrage – Opposabilité au curateur – Conditions – C. com., art. 465 ..... 153

4° Action en comblement de passif – Conditions – Faute grave et caractérisée ayant contribué à la faillite – Notion – C. com., art. 495-1..... 153

5° Droit international privé – Conflit de juridictions – Matière délictuelle ou quasi-délictuelle – Lieu où le fait dommageable s'est produit ou risque de se produire – Lieu de la matérialisation du dommage – Préjudice financier – Exigence – Autres points de rattachement – Règlement (UE) 1215/2012 du 12 décembre 2012, art. 7 ..... 153

6° Faillite – Jugement déclaratif – Curateur – Partie en première instance – Appel – Obligation d'intimer le curateur – Mise en intervention forcée du curateur – Pertinence (non) – C. com. art. 465..... 631

## ■ Filiation

1° Gestation pour autrui – Actes de l'état

civil – Rectification des actes de l'état civil –  
 Enfant né à l'étranger d'une gestation pour  
 autrui – Acte de l'état civil portant,  
 contrairement à la vérité biologique,  
 reconnaissance du parent d'intention qui  
 n'est pas le parent biologique comme parent  
 de l'enfant – Rectification de l'acte erroné –  
 Solution non contraire à la Convention de  
 sauvegarde des droits de l'homme et des  
 libertés fondamentales – Parent d'intention  
 conservant la possibilité d'adopter l'enfant –  
 C. civ., art. 99 et 339 ; CEDH, art. 8..... 316

2° Filiation – Filiation légitime – Désaveu de  
 paternité – Délai d'action – Alignement des  
 délais prévus en matière de filiation légitime  
 sur ceux prévus en matière de filiation  
 naturelle – Droit au respect de la vie privée et  
 familiale – Violation (non) – Impossibilité d'agir  
 dans le délai imparti – Condition – C. civ., art.  
 316 et 339, al. 4 ; CEDH, art. 8..... 531

3° Action en contestation de paternité  
 légitime – Preuve – Témoignage –  
 Admissibilité – Nécessité d'un  
 commencement de preuve préalable (non) –  
 Expertise biologique – Mesure de droit –  
 Motif légitime de refus – Intérêt de l'enfant  
 (non) – Âge de l'enfant (non) – Intérêt des  
 parents à vouloir taire la vérité biologique  
 (non) – Primauté de l'intérêt de l'enfant à  
 connaître la vérité biologique – Atteinte au  
 respect de la vie privée et familiale (non) – C.  
 civ., art. 322-2 et 1315, NCPC, art. 58.... 684

4° Action en contestation de paternité  
 légitime – Possession d'état conforme à  
 l'acte de naissance – Régime – Alignement  
 sur le régime de l'action en contestation de la  
 filiation naturelle – Possibilité de contester la  
 filiation légitime résultant d'un acte de  
 naissance conforme à la possession d'état –  
 Exception – Possession d'état continue et  
 conforme de plus de dix ans – Délai –  
 Appréciation au jour de l'introduction de la  
 demande – C. civ., art. 322, al. 2 et 339,  
 al. 3. .... 684

## ■ Indivision

Indivision – Cession – Consentement de  
 tous les indivisaires – Sanction – Nullité (non)  
 – Inopposabilité – C. civ., art. 815-3 – **avec  
 les conclusions du Parquet général** .... 555

## ■ Juge aux affaires familiales

Mesures provisoires – Référé  
 exceptionnel – Conditions – Existence  
 d'une requête au fond – Urgence absolue –  
 Précision dans la requête – Appréciation par  
 le juge – Interprétation restrictive – NCPC,  
 art. 1007-11..... 804

## ■ Louage d'ouvrage

1° Caractéristiques – Réalisation d'un  
 travail spécifique en vertu d'indications  
 particulières – Distinction avec la vente –  
 Production en série (non) – Vente (non) – C.  
 civ., art. 1710..... 535

2° Louage d'ouvrage – Garantie – Délai –  
 Garantie des vices cachés (non) – Garantie  
 décennale conventionnelle – Portée – Point  
 de départ du délai – C. civ., C. civ., art. 1710,  
 art. 1648. .... 535

3° Louage d'ouvrage – Obligation  
 d'achèvement – Obligation de résultat –  
 Présomption de responsabilité – Exonération  
 – Cause étrangère – C. civ., art. 1147 et 1710  
 .... 535

4° Responsabilité civile – Préjudice –  
 Evaluation – Date de la décision judiciaire –  
 Immeubles – Réparation – Remise en état au  
 coût du neuf – C. civ., art. 1147 et 1792.. 535

## ■ Partenariat - PACS

1° Conclusion d'un contrat de prêt –  
 Convention fixant les effets patrimoniaux  
 d'un partenariat (non) – Loi du 9 juillet 2004,  
 art. 6. .... 703

2° Indivision – Exclusion des régimes  
 (non) – Qualification d'une dépense –  
 Cumul des qualifications – Conservation du  
 bien indivis – Contribution aux charges du  
 partenariat – Critère – Accord de volonté  
 des indivisaires – Liquidation de l'indivision  
 – Renonciation par l'indivisaire qui effectue  
 une dépense utile à la conservation du bien  
 indivis à faire valoir son droit de créance  
 contre l'indivision – Loi du 9 juillet 2004, art.  
 7 – C. civ., art. 815-13. .... 703

3° Liquidation de l'indivision –  
 Remboursement d'un prêt hypothécaire  
 relatif au domicile familial – Dépense de  
 conservation au titre de l'aide matérielle –  
 Dépense d'investissement (non) – Frais  
 exposés pour le logement – Contribution

aux charges du partenariat – Droit de créance contre l'indivision (non) – Enrichissement sans cause (non) – Loi du 9 juillet 2004, art. 7 – C. civ., art. 815-13 et art. 1375..... 703

4° Contribution aux charges du partenariat – Notion – Pension alimentaire à titre personnel (non) – Participation financière aux dépenses ménagères – Modalités fixées dans la convention de partenariat – Liberté contractuelle – Dispense totale d'un partenaire (non) – Participation variant en fonction de la fortune de chacun – Possibilité de fournir une prestation en nature – Loi du 9 juillet 2004, art. 7..... 804

## ■ Preuve en matière civile et commerciale

1° Preuve par écrit – Écrit non conforme aux exigences de l'article 1326 du Code civil – Sanction – Nullité de l'acte (non) – Perte de sa force probante – Valeur de l'acte comme commencement de preuve par écrit – C. civ., art. 1326 et 1347..... 196

2° Vérification d'écritures – Modes de preuve – Liberté d'appréciation du juge – C. civ., art. 1324 – NCPC, art. 291..... 196

3° Vérification d'écritures – Preuve par témoins – Vérification d'écritures portant sur un droit au sujet duquel la preuve par témoins est irrecevable – Recevabilité – C. civ., art. 1324 – NCPC, art. 291..... 196

4° Vérification d'écritures – Faculté donnée au juge de faire lui-même la vérification – Pouvoir d'appréciation discrétionnaire – C. civ., art. 1324 – NCPC, art. 291..... 196

5° Exigence d'un écrit – Exception – Impossibilité morale de se procurer un écrit – Concubinage (non) – C. civ., art. 1348..... 709

6° Preuve – Attestation testimoniale – Formes prescrites – Inobservation – Nullité (non) – Appréciation du juge – Enregistrement audio – Valeur probante (non) – NCPC, art. 402..... 718

## ■ Procédure civile et commerciale

1° Mesures d'instruction – Rapport d'expertise – Rédaction dans une langue non officielle – Obligation de traduction par un

traducteur assermenté (non) – Loi du 24 février 1984 sur le régime des langues, art. 3 – **avec les conclusions du Parquet général**..... 20

2° Appel – Requête d'appel – Signification – Mentions obligatoires – Obligation de constituer avocat – Délai – Omission – Nullité de forme – Exigence d'un grief – NCPC, art. 264 al. 2 et art. 1007-43 – **avec les conclusions du Parquet général**..... 37

3° Appel – Jugement mixte – Jugement tranchant une partie du principal et ordonnant une mesure d'instruction ou une mesure provisoire – Condition – Deux chefs de la décision liés à la même demande – Appréciation au regard du seul dispositif – Décision concernant deux demandes différentes – Jugement ayant sursis à statuer ou refusé le sursis à statuer – Jugement avant dire droit – Irrecevabilité de l'appel – Moyen d'ordre public – NCPC, art. 355, 579 et 580 ..... 58

4° Appel-nullité – Conditions – Texte portant atteinte au double degré de juridiction – Décision affectée d'un excès de pouvoir – Absence d'autre recours – NCPC, art. 571 ..... 58

5° Requête d'appel – Langue anglaise – Irrecevabilité – NCPC, art. 1017-4 ; Loi du 24 février 1984, art. 3 ..... 78

6° Appel – Destinataires – Adversaires en première instance – Exception – Indivisibilité du litige – Litige entre avocat et client – Litige entre avocat et assureur en responsabilité civile professionnelle – Indivisibilité (non) – N.P.C.P., art 571 ..... 185

7° Procédure civile et commerciale – Appel – Demande nouvelle – Demande en allocation d'une indemnité de procédure (non) – NCPC, art. 571 ..... 185

8° Avocat – Responsabilité civile – Responsabilité contractuelle – Activité de conseil – Obligation de moyens – Charge de la preuve de l'exécution de l'obligation incombant à l'avocat – Activité d'assistance et de représentation – Obligation de résultat atténuée – Exonération – Absence de faute – Fait étranger – Faute du client – C. civ., art. 1142 et 1147 ..... 185

9° Succession – Acceptation – Forme – Acte purement conservatoire ne valant pas acceptation – Notion – Acte destiné à éviter l'aggravation du passif successoral – Défense à une action d'un créancier de la

- succession – Reprise de l'instance engagée par le défunt contre l'administration des contributions tendant à l'annulation d'un bulletin d'imposition – C. civ., art. 778 et 779 ..... 185
- 10° Référence aux conclusions de première instance – Procédé prohibé – NCPC, art. 586 ..... 211
- 11° Jugement – Omission de statuer – Remède – Réformation de la décision incomplète – NCPC, art. 571 ..... 211
- 12° Procédure civile – Autorité de chose jugée – Jugement avant dire droit – Demande de réexamen par le même juge ayant tranché la loi applicable et la recevabilité de la demande – Irrecevabilité – C. civ., art. 1351 ..... 211
- 13° Filiation – Filiation naturelle – Action en recherche de paternité – Action imprescriptible – C. civ., art. 334, 340, 340-2, 340-3 et 340-4 ..... 211
- 14° Procédure civile et commerciale – Arbitrage – Droit international public – Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États, faite à Washington le 18 mars 1965 (la Convention CIRDI) – Droit de l'Union européenne – Principe de l'immunité de juridiction des États étrangers – Traités bilatéraux d'investissements – Traité liant deux États membres de l'Union européenne – Traité contenant, au profit des investisseurs d'un État membre, une clause d'arbitrage acceptée par l'autre État membre – Contrariété de cette clause au droit de l'Union européenne – Conséquence – Demande de reconnaissance à Luxembourg d'une sentence arbitrale rendue sur base d'une telle clause contre un autre État membre – Demande se heurtant à la fin de non-recevoir de l'immunité de juridiction de cet État – Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, art. 267 et 344 – Convention CIRDI, approuvée par la loi du 8 avril 1970, art. 54 – NCPC, art. 1251 – **avec les conclusions du Parquet général** ..... 221
- 15° Procédure civile – Divorce – Mesures provisoires – Ordonnance du juge aux affaires familiales – Appel immédiat – NCPC, art. 1007-48 ..... 276
- 16° Procédure civile – Intervention – Intervention volontaire – Définition – Formes d'intervention volontaire – Recevabilité – Conditions – NCPC, art. 483 ..... 278
- 17° Procédure civile – Intervention – Intervention volontaire – Caractères – NCPC, art. 483 ..... 278
- 18° Sociétés commerciales – Responsabilité civile – Qualité à agir – Action individuelle de l'associé – Conditions – C. civ., art. 1832 ..... 278
- 19° Sociétés commerciales – Personnalité morale – Effets – Droit d'agir des associés – Action sociale de l'associé (non) – C. civ., art. 1832 ..... 278
- 20° Procédure civile et commerciale – Désistement d'instance – Instance – Notion – Absence de décision définitive – NCPC, art. 545 ..... 286
- 21° Procédure civile et commerciale – Désistement d'instance – Désistement antérieur à la formation du lien d'instance – Date d'effet – Notification de l'acte de désistement – Autres formalités (non) – Accord du défendeur (non) – Pouvoir d'appréciation du juge (non) – Absence d'effet de demandes présentées postérieurement au désistement – Désistement postérieur à la formation du lien d'instance – Exigence de l'accord exprès ou tacite du défendeur – NCPC, art. 545 ..... 286
- 22° Procédure civile et commerciale – Désistement d'instance – Antériorité à la formation du contrat judiciaire – Procédure orale – Incident de procédure – Écrit déposé au greffe avant l'audience – Lettre envoyée par le demandeur – Prise d'effet immédiate – NCPC, art. 545 ..... 286
- 23° Procédure civile et commerciale – Moyens – Prudence de justice – Contestation – Obligation pour le juge de rechercher les moyens juridiques pouvant s'opposer à la demande (non) – Exception – Ordre public – NCPC, art. 61 et 249 ..... 292
- 24° Procédure civile et commerciale – Cautio judicatum solvi – Demandeur ressortissant de Hongkong – Exemption (non) – NCPC, art. 257 (2) ..... 292
- 25° Cautio judicatum solvi – Montant à consigner – Critères d'appréciation – Solvabilité de la partie demanderesse – Solvabilité d'une partie tierce – Indifférence – Envergure des frais et dommages et intérêts résultant du procès lui-même – Prise en compte de l'ensemble de la procédure – Respect du droit au libre accès à la justice – Obligation pour le juge d'observer des critères de légitimité et de proportionnalité –

- Prise en compte des dommages et intérêts probables NCPC, art. 257 ..... 292
- 26° Procédure civile – Divorce pour rupture irrémédiable des relations conjugales – Jugement portant sur les mesures accessoires – Appel – Délai – Point de départ – Signification du jugement contradictoire – Jour où l’opposition n’est plus recevable contre le jugement par défaut – NCPC, art. 1007-42..... 322
- 27° Procédure civile – Appel incident – Délai – Absence de délai – Forme – Absence de forme sacramentelle – Procédure orale – Conclusions orales – NCPC, art. 571 et 1007-43 ..... 322
- 28° Divorce – Mineur – Exercice de l’autorité parentale – Principe – Exercice en commun – Exception – Exercice exclusif – Intérêt de l’enfant – Critères d’appréciation – Désinvestissement des responsabilités parentales – Abus de l’autorité parentale conjointe – C. civ., art. 372, 375, 376 et 376-1..... 322
- 29° Divorce – Mineur – Résidence habituelle – Domicile légal – Désaccord des parents – Intérêt supérieur de l’enfant – Critères d’appréciation – Équilibre entre divers besoins de l’enfant – C. civ., art. 378-1..... 322
- 30° Procédure civile et commerciale – Appel – Demande tendant à la compensation judiciaire – Demande nouvelle (non) – NCPC, art. 592 – **avec les conclusions du Parquet général** ..... 337
- 31° Procédure civile et commerciale – Intérêt à agir – Notion – NCPC, art. 50.... 478
- 32° Procédure civile – Action en justice – Qualité pour agir – Définition – NCPC, art. 50..... 488
- 33° Procédure civile et commerciale – Autorité de la chose jugée au pénal sur le civil – Portée – Constatation nécessaire – C. pr. pén., art. 3..... 522
- 34° Preuve (matière civile et commerciale) – Aveu – Conditions – Notions – Aveu au cours d’une procédure antérieure – Aveu extrajudiciaire – Valeur probatoire – C. civ., art. 1356..... 522
- 35° Procédure civile et commerciale – Référé - Mesure d’instruction – Assistance – Personnes habilitées par la loi – Notion – Personnes habilitées à assister ou représenter une partie devant le juge des référés – Technicien (non) – Existence d’un pouvoir spécial – Pertinence (non) – N.C.P.C., art. 366 et art. 935 (2)..... 528
- 36° Procédure civile et commerciale – Appel de justice de paix – Jugement rendu en matière commerciale – Appel introduit selon la procédure civile ordinaire – Recevabilité – NCPC, art. 114 et 547 ..... 470
- 37° Procédure civile – Appel – Désistement – Obligation d’acceptation (non) – Exception – Instance liée – NCPC, art. 545 ..... 604
- 38° Procédure civile – Mise en état – Dépôt de conclusions – Injonction de conclure – Violation – Rejet des conclusions (non) – Clôture de l’instruction – NCPC art. 221 et 224..... 624
- 39° Procédure civile – Mise en état – Dépôt de conclusions – Dépôt tardif – Rejet – Conditions – NCPC, art. 65..... 624
- 40° Procédure civile et commerciale – Expertise judiciaire – Taxation des honoraires de l’expert – Critères – Appréciation du caractère proportionné des frais par rapport à l’enjeu de l’affaire (non) – NCPC, art. 448 – Règl. g.-d. du 28 novembre 2009. .... 579
- 41° Procédure civile et commerciale – Expertise judiciaire – Taxation des honoraires de l’expert – Taux horaire – Possibilité d’une fixation d’un commun accord – NCPC, art. 448 – Règl. g.-d. du 28 novembre 2009e 579
- 42° Procédure civile et commerciale – Autorité de la chose jugée – Notion – Fin de non-recevoir - Conditions – Identité de demande, de parties et de cause – Exception – Fait nouveau – Affaires familiales – Exercice de l’autorité parentale – Prise en compte de l’effet modificateur de certains événements en voie de concrétisation – Incidence du fait nouveau sur la situation donnée relevant du fond – C. civ., art. 1351..... 598
- 43° Conclusions récapitulatives – Moyens non récapitulés – Abandon – Examen des seuls moyens repris dans les conclusions récapitulatives – Déclaration de maintien des conclusions antérieures – Incidence (non) – NCPC, art. 586. .... 670
- 44° Récusation – Compétence – Juridiction à laquelle appartient le magistrat récusé – Exclusion du juge récusé – Magistrat président le Conseil de discipline du Collège Médical – Compétence – Tribunal d’arrondissement (non) – NCPC, art. 528, 530 et 534. .... 715

45° Preuve – Attestation testimoniale – Formes prescrites – Inobservation – Nullité (non) – Appréciation du juge – Enregistrement audio – Valeur probante (non) – NCPC, art. 402..... 718

46° Acte d'appel – Destinataire de l'acte domicilié à l'étranger – Date de signification – Régl. européen 1393/2007, art. 9 point 2 et NCPC, art. 156 (2)..... 742

47° Jugement réputé contradictoire – Délai d'appel – Prise d'effet – Notification à domicile – C. proc. pén., art. 203, 385 (4) et 386 ..... 833

## ■ Propriété littéraire et artistique

Propriété littéraire et artistique – Droits d'auteur – Transmission des droits patrimoniaux – Preuve par écrit – Champ d'application – Loi du 18 avril 2011, art. 12 al. 1 – **avec les conclusions du Parquet général** ..... 344

## ■ Procédure pénale

1° Fonctionnaire – Dommages allégués causés dans l'exercice de ses fonctions – Action civile ne pouvant être engagée que si la juridiction pénale est déjà saisie de l'action publique – Restriction justifiée dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice – Loi modifiée du 16 avril 1979, art. 35 – C. proc. pén., art. 58 ..... 284

2° Procédure pénale – Fonctionnaire – Dommages allégués causés dans l'exercice de ses fonctions – Action civile ne pouvant être engagée que si la juridiction pénale est déjà saisie de l'action publique – Domaine d'application – Extension à la plainte avec constitution de partie civile entre les mains du juge d'instruction – Loi modifiée du 16 avril 1979, art. 35 – C. proc. pén., art. 58 ..... 284

3° Instruction préparatoire – Plainte avec constitution de partie civile – Recevabilité – Préjudice – Preuve – Circonstances de fait permettant d'admettre comme possibles l'existence du préjudice allégué et la relation causale directe de celui-ci avec une infraction – C. proc. pén., art. 56..... 300

4° Droits de la défense – Personne poursuivie ne comprenant pas la langue de procédure – Droit à la traduction – Sanction –

Appel – Point de départ du délai d'appel – Absence de suspension du point de départ en cas de défaut de traduction de l'ordonnance notifiée – Mise en liberté provisoire – C. pr.pén., art. 3-3 et 133..... 302

5° Droits de la défense – Personne poursuivie ne comprenant pas la langue de procédure – Droit à la traduction – Sanction – Opposition – Point de départ du délai d'opposition – Suspension du point de départ en cas de défaut de traduction du jugement par défaut notifié à personne non accompagné d'une traduction – C. pr.pén., art. 3-3 et 187 – **avec note de Monsieur John Petry** ..... 304

6° Procédure pénale – Jugement – Forme – Signature par les juges de la minute de la décision – Obligation de délivrance d'une copie signée aux parties (non) – C. pr. pén., art. 196 et 211 – **avec les conclusions du Parquet général** ..... 445

7° Procédure pénale – Secret de l'enquête et de l'instruction – Audition policière d'un témoin – Présence de son avocat – Avocat identique à celui assistant la victime lors de son audition – Audition policière de la victime en qualité de témoin – Violation (non) – C. pr. pén., art. 8 – **avec les conclusions du Parquet général** ..... 445

8° Procédure pénale – Présomption d'innocence – Principe de procédure pénale – Portée – Preuve par le ministère public des éléments matériels et moral de l'infraction – Appréciation des éléments de preuve à charge et à décharge par la juridiction du fond – Viol – Confrontation des déclarations du prévenu à celles de la victime – Directive (UE) 2016/343 du 9 mars 2016, art. 3 et 6 – Charte des droits fondamentaux, art. 47 et 48 – CEDH, art. 6 – Pacte international relatif aux droits civils et politiques, art. 14 – C. pén., art. 375 – **avec les conclusions du Parquet général** ..... 456

9° Procédure pénale – Jugement – Citation des articles de la loi dont il est fait application – Obligation prescrite à peine de nullité (non) – Ouverture à cassation (non) – C. proc. pén., art. 195 – **avec les conclusions du Parquet général** ..... 472

10° Tierce opposition – Décisions rendues par les juridictions répressives – Ouverture – Distinction – Décisions au pénal (non) – Décisions au civil – Conditions – C. proc. pén., art. 151, 187 et 208 ; NCPC, art. 612. .... 663

11° Confiscation spéciale — Tiers faisant valoir des droits sur les biens confisqués — Droits de l'homme — Absence de recours effectif (non) — Existence d'un recours offrant des garanties équivalentes à celles d'une tierce opposition — C. pén., art. 32 ; CEDH, art. 6 et 13 ; charte des droits fondamentaux, art. 47..... 663

12° Égalité devant la loi — Application — Procédure pénale — Exequatur d'une décision étrangère de confiscation — Tiers se prétendant lésé dans ses intérêts civils — Tierce opposition — Instance pénale — Instance purement civile — Situations comparables (non) — Question de constitutionnalité dépourvue de tout fondement — Const., art. 10bis ; NCPC, art. 612..... 663

13° Compétence territoriale — Prorogation de compétence — Conditions — Existence d'un lien étroit entre infractions relevant de la compétence de juridictions de pays différents — Indivisibilité — Connexité — C. proc. pén., art. 5..... 734

14° Ordonnance de renvoi — Libellé obscur — Droits de la défense — Pouvoir des juridictions de jugement de vérifier l'absence de libellé obscur de l'ordonnance de renvoi — C. proc. pén., art. 130 — CEDH, art. 6.... 734

15° Prescription de l'action publique — Effets — Effacement du caractère pénal du fait — Obstacle à la prise en considération comme élément à charge — C. proc. pén., art. 637..... 734

16° Appel — Forme — Mentions essentielles — Défaut de désignation précise de la partie appelante — Adage « nul ne plaide par procureur » — Sanction — Irrecevabilité de l'appel — Limite — Droit d'accès au juge — Formalisme excessif — Application — Appelant facilement identifiable sur base de la décision attaquée — CEDH, art 6 ; C. proc. pén., art. 133 — **avec les conclusions du Parquet général** .... 768

## ■ Publicité

Publicité trompeuse — Notion — Formes variées — Idée de promotion et d'information — Destinataire — Clientèle nouvelle ou existante — Cercle restreint de personnes — Loi du 23 décembre 2016, art. 3. .... 80

## ■ Référé

1° Référé-sauvegarde — Dualité des cas d'ouverture — Trouble manifestement illicite et prévention d'un dommage imminent — Trouble manifestement illicite — Notion — Dommage imminent — Notion — Pouvoirs du juge — NCPC, art. 933 al. 1er ..... 478

2° Référés — Pouvoirs du juge - Urgence — Séquestre — Conditions - Préservation des intérêts du demandeur par rapport à l'objet litigieux — Mesure justifiée par l'existence d'un différend — Mesure préparatoire ou d'attente préservant les intérêts des parties — Mesure incisive (non) - Mesure ne se heurtant pas à une contestation sérieuse — Contestation portant sur le contexte — Contestation portant sur la propriété du bien à mettre sous séquestre - Contestation portant sur la mesure (non) - N.C.P.C., art. 932, al. 1<sup>er</sup>... 501

3° Référés — Pouvoirs du juge - Mesures conservatoires et de remise en état — Prévention du dommage imminent — Notion — Survenance certaine du dommage — Prise en compte du dommage potentiel en relation causale avec le comportement dénoncé par l'action en référé - N.C.P.C., art. 933, al. 1<sup>er</sup>..... 501

4° Référés — Pouvoirs du juge - Mesures conservatoires et de remise en état — Cessation du trouble manifestement illicite — Notion - Fait matériel ou juridique — Violation directe ou indirecte évidente de la règle de droit — Atteinte manifestement illicite et intolérable à un droit certain et évident d'autrui — Fait positif ou abstention — Indifférence - N.C.P.C., art. 933, al. 1<sup>er</sup>.... 501

5° Référé-sauvegarde — Trouble manifestement illicite — Définition — Conditions — NCPC, art. 933..... 811

6° Référé-sauvegarde — Trouble manifestement illicite — Voie de fait — Inexécution d'une obligation contractuelle — Conditions — NCPC, art. 933..... 811

## ■ Régimes matrimoniaux

1° Communauté légale — Partage et liquidation — Immeuble apporté en communauté — Révocation de l'avantage matrimonial — Paiement d'une dette propre d'un époux au moyen de fonds propre de l'autre — Récompense (non) — C. civ., art. 1433 — **avec les conclusions du Parquet**

**général** ..... 109

2° Régimes matrimoniaux – Communauté légale – Récompense au profit de la communauté – Industrie personnelle d'un conjoint déployée pour l'amélioration d'un bien propre – Absence de prélèvement d'une somme commune – Absence de profit personnel tiré d'un bien commun – Récompense (non) – C. civ., art. 1437, al. 1 – **avec les conclusions du Parquet général** ..... 560

3° Liquidation – Séparation de biens – Charges du mariage – Notion – Interprétation large – Inclusion des dépenses d'agrément et d'investissement – Contrat de mariage – Clause réglant la contribution aux charges du mariage – Présomption de règlement au jour le jour – Présomption irréfragable – Absence de compte et de recours – C. civ., art. 214 et art. 1388 ..... 670

### ■ Règlement (UE) 2016/679

Règlement (UE) 2016/679 – Données à caractère personnel – Données pseudonymisées – Notion – Transfert de données vers les États-Unis – Preuve d'une situation d'exception – Appréciation sommaire par le juge des référés – Interdiction de transfert - RGPD, art. 4 et art. 49 ; NCPD, art. 933 al. 1er ..... 478

### ■ Responsabilité civile

1° Responsabilité contractuelle – Conditions – Fournisseur d'accès à Internet – Obligation de résultat quant aux services offerts – Exonération – C. civ., art. 1142 et 1147 ..... 175

2° Dommages et intérêts – Évaluation *ex aequo et bono* – Conditions – C. civ., art. 1147 et 1149 ..... 175

3° Responsabilité délictuelle – Tiers à un contrat – Faute – Manquement contractuel – C. civ., art. 1382 ..... 175

4° Enrichissement sans cause – Action – Caractère subsidiaire – Recevabilité – Condition – Absence d'autre action à la disposition de l'appauvri – C. civ., art. 1371 et 1375 ..... 175

5° Droit civil – Quasi-contrats – Gestion d'affaires – Conditions – Intervention spontanée – Intérêt d'un tiers – Exécution d'une obligation (non) – C. civ., art. 1372 et 1375 ..... 175

6° Responsabilité civile – Responsabilités contractuelle et délictuelle – Règles de non-cumul et de non-option – Distinction – C. civ., art. 1142 et 1382 ..... 604

7° Responsabilité civile – Responsabilité délictuelle – Faute délictuelle – Notion – C. civ., art. 1382 ..... 604

### ■ Responsabilité civile de la puissance publique

Responsabilité civile de la puissance publique – Unité des notions d'illégalité et de faute – Notion – Étendue – Recours en réformation en matière de sécurité sociale – Loi du 1er septembre 1988, art. 1er, al. 1<sup>er</sup> – **avec les conclusions du Parquet général** ..... 360

### ■ Sécurité sociale

Travail – Emploi de salariés incapables d'occuper leur dernier poste de travail – Reclassement professionnel – Indemnité professionnelle d'attente – Conditions – Condition d'aptitude au dernier poste de travail, constatée par le médecin du travail – Constat ne devant pas nécessairement avoir lieu à l'occasion de l'examen médical d'embauche – C. séc. soc., art. L-326-1 et L. 551-5 – **avec les conclusions du Parquet général** ..... 3

### ■ Société commerciale

1° Société commerciale – Terme – Dissolution automatique et irréversible – Prorogation postérieure impossible – C. civ., art. 1865-1 ..... 268

2° Société commerciale – Dissolution – Survie pour les seuls besoins de la liquidation – Loi du 10 août 1915, art. 1100-1 ..... 268

3° Sociétés commerciales – Liquidation amiable – Liquidateur – Révocation judiciaire – Conditions – Loi du 10 août 1915, art. 1100-2 ..... 398

4° Sociétés commerciales – Assemblée générale – Abus de majorité – Notion – Éléments constitutifs – Rupture d'égalité au profit des majoritaires – Atteinte à l'intérêt social – Élément intentionnel – C. civ., art. 1832 – Loi du 10 août 1915, art. 450-1 ..... 398

5° Sociétés commerciales – Assemblée générale – Abus de majorité – Annulation d'une résolution – Rôle du juge – Contrôle de l'opportunité de la décision sociale (non) – C. civ., art. 1832 – Loi du 10 août 1915, art. 450-1 ..... 398

6° Sociétés commerciales – Abus d'égalité – Notion – Éléments constitutifs – Associé à parts égales – Vote faisant échec à une opération essentielle pour la société – Décision contraire à l'intérêt social pour favoriser un intérêt personnel au détriment des autres associés – Exercice du droit de vote dans le cadre de l'assemblée générale ou d'un organe statutaire – Attitudes extérieures exprimées en dehors de tout organe statutaire – Indifférence – C. civ., art. 1832 – Loi du 10 août 1915, art. 450-1 ..... 406

7° Sociétés commerciales – Société en formation – Engagement en faveur de la société – Défaut de reprise de l'engagement – Engagement personnel et solidaire du promoteur – Conditions – L. 15 août 1915 modifiée, art. 100-17 ; C. civ., art. 1375 ..... 488

8° Société en formation – Engagement en faveur de la société – Défaut de reprise de l'engagement – Engagement personnel et solidaire du promoteur – Conditions – L. 15 août 1915 modifiée, art. 100-17 ; C. civ., art. 1375 ..... 488

9° Contrats et obligations – Dol – Nullité – Prescription – Point de départ – Découverte du dol – Preuve – C. civ., art. 1116 ; art. 1304, al. 2. .... 488

10° Faillite – Dirigeants de fait ou de droit – Obligation au passif – Conditions – Confusion des patrimoines – Définition – C. com., art. 495 et 495-1 ..... 488

11° Responsabilité civile – Dol – Faute délictuelle – Action en responsabilité délictuelle – Non-cumul des actions en responsabilité contractuelle et délictuelle – C. civ., art. 1147 ; art. 1382 ..... 488

12° Contrats, conventions et obligations – Contrat de prêt – Anatocisme – Régime –

Non-paiement des intérêts échus – Défaillance du débiteur (non) – Obligation facultative – Convention spéciale – Exigence d'un accord des parties – C. civ., art. 1154. .... 545

13° Sociétés – Assemblée générale des actionnaires – Décision d'approbation des comptes sociaux – Portée – Capitalisation des intérêts échus de prêts d'actionnaires – Modification des comptes sociaux par la voie judiciaire (non) – C. civ., art. 1154 ; loi du 10 août 1915, art. 710-23 ..... 545

14° Procédure civile et commerciale – Recevabilité de la demande – Appel – Nouvelle base légale invoquée – Recevabilité – Conditions – NCPC, art. 592 ..... 545

15° Sociétés commerciales – Action en nomination d'un administrateur ad hoc chargé d'exercer un droit de vote – Action nécessairement dirigée contre le titulaire du droit de vote – Action dirigée contre cette personne en sa qualité d'administrateur – Irrecevabilité de la demande – Loi du 18 février 1885, art. 7 et 10 ..... 751

16° Société à responsabilité limitée – Gestion journalière – Notion – Loi du 10 août 1915, art. 710-15 ..... 792

## ■ Sûretés

Sûretés – Contrats de garantie financière – immunisation contre les mesures d'assainissement et les procédures d'insolvabilité nationales ou étrangères – Effet limité aux procédures des États signataires de l'accord sur l'EEE – Loi du 5 août 2005, art. 20(1) ..... 646

## ■ Traitement des données à caractère personnel

Traitement des données à caractère personnel – Décision de l'autorité de contrôle judiciaire – Défaut d'indication des membres ayant pris part à la délibération – Nullité substantielle – Loi du 1<sup>er</sup> août 2018, art. 45 – Règlement interne de l'autorité de contrôle de la protection des données judiciaires, art. 3 et 4. .... 411

## ■ Taxe sur la valeur ajoutée

1° Taux super-réduit – Travaux de création et travaux de rénovation de logements – Distinction – Critères – Loi du 12 février 1979, annexe B, point 22 – Règl. g. d. du 30 juillet 2002, art. 5 et 6..... 201

2° Taux super-réduit – Fusion d'unités de logement en un nombre inférieur d'unités de logement – Création de logement (non) – Loi du 12 février 1979, annexe B, point 22 – Règl. g. d. du 30 juillet 2002, art. 5 et 6..... 201

3° Taux super-réduit – Unité distincte susceptible d'être habitée à titre principal – Condition – Conformité aux prescriptions de la réglementation en vigueur – Loi du 12 février 1979, annexe B, point 22 – Règl. g. d. du 30 juillet 2002, art. 4 ..... 201

4° Taxe sur la valeur ajoutée – Décision directoriale ayant statué sur le fond d'une réclamation – Recours – Recevabilité – Examen de la régularité de la réclamation (non) – Loi du 12 février 1979, art 76 – **avec les conclusions du Parquet général**..... 571

5° Taxe sur la valeur ajoutée – Appel en garantie – Recours contre le bulletin d'imposition (non) – Loi du 12 février 1979, art. 67-1 à 67-3..... 790

6° Taxe sur la valeur ajoutée – Appel en garantie – Gérant d'une société à responsabilité limitée – Condition – Gestion journalière de la société – Loi du 12 février 1979, art. 67-1 à 67 ..... 790

7° Taxe sur la valeur ajoutée – Appel en garantie – Conditions – Faute – Appréciation – Preuve à rapporter par l'administration – Loi du 12 février 1979, art. 67-1 à 67-3. .... 790

8° Taxe sur la valeur ajoutée – Appel en garantie – Faute – Exonération – Insuffisance de liquidités – Raisons indépendantes de la volonté du représentant – Tentatives sérieuses d'apurer la dette fiscale – Loi du 12 février 1979, art. 67-1 à 67-3..... 790

9° Taxe sur la valeur ajoutée – Taxation d'office – Nature – Sanction (non) – Prise en compte d'une marge de sécurité – Licéité – Loi du 12 février 1979, art. 74..... 790

## ■ Travail

1° Délégué du personnel – Contrat de travail – Modification d'une clause essentielle – Recours en cessation – Appel – Forme – Requête – C. trav., art. L. 415-10 – **avec les conclusions du Parquet général**..... 52

2° Contrat de travail – Licenciement – Motif grave – Absence injustifiée – Invocation de la faute grave – Délai – Point de départ – C. trav., art. L. 124-10 (6) al. 1er et 2..... 659

3° Relation de travail – Existence – Volonté des parties (non) – Circonstances de fait – Stage de formation – Relation de travail (non) – Exception – Détournement de l'objet – Requalification – C. trav., art. L. 010-1..... 742

4° Licenciement – Précision des motifs – Cumul de motifs économiques et personnels – Impossibilité de distinguer – Motifs imprécis – C. trav., art. L. 124-5 et L. 124-11..... 746

5° Licenciement – Motifs économiques – Restructuration – Admissibilité – Exception – Preuve que le licenciement est sans lien avec les motifs invoqués..... 746

6° Contrat de travail – Résiliation – Délai du préavis – Délai de préavis insuffisant – Obligation de fournir la prestation de travail (non) – Indemnité compensatoire de préavis égale au préavis légal – C. trav., art. L.124-6 ..... 776

## ■ Vente

1° Vente – Obligations du vendeur – Obligation d'information – Servitudes grevant l'immeuble vendu – Dol par réticence – Caractère déterminant – Preuve – C.civ., art. 1116 et 1641 ..... 512

2° Vente – Nullité – Restitutions – Absence d'indemnisation du vendeur pour l'occupation de l'immeuble – Dol du vendeur – Absence d'indemnisation du vendeur pour l'usure subie par l'immeuble – Remboursement intégral des impenses nécessaires à la conservation de la chose – Remboursement à concurrence de la plus-value donnée au bien des impenses utiles à l'amélioration – Absence de remboursement des impenses somptuaires C. civ., art. 1116, 1379 et 1381. .... 512